

RIPOSTES SYNDICALES

bulletin d'information
du groupe "ripostes
syndicales face
à l'extrême-droite" de
l'union syndicale Solidaires

NOVEMBRE 2018 #5

OUI, NOTRE CAMARADE CLÉMENT MÉRIC A ÉTÉ ASSASSINÉ PAR L'EXTRÊME DROITE

Le 14 septembre, La Cour d'assises de Paris a rendu son verdict contre les agresseurs responsables de la mort le 5 juin 2013 de notre camarade Clément Méric, militant antifasciste et syndicaliste à Solidaires Etudiant-e-s.

Certains ont voulu renvoyer dos à dos « fachos » et « anti-fascistes », comme si l'extrémisme et la haine des uns étaient comparables à l'engagement militant et les valeurs antiracistes des autres, et comme s'il s'agissait au fond d'une simple rixe entre « bandes rivales ». Confondre les deux, banaliser l'extrême droite et ses déclinaisons, favorise leur développement et la violence, en les assimilant à des actes banals.

Ce n'est pas le cas, la violence fasciste est une violence réelle basée sur des concepts politiques : les attaques contre les personnes racisées, contre les antiracistes et les antifascistes est théorisée et arrive en tête de leur répertoire d'action, comme nous pouvons le voir en France et malheureusement de façon de plus en plus répandue en Europe.

Face à la haine de l'autre, au sexisme, à la LGBTphobie et au racisme, face à des personnes qui portent fièrement l'idéologie néo-nazie, il n'est pas question de baisser les yeux, de faire semblant de ne pas voir.

L'Union syndicale Solidaires, membre du comité pour Clément, se félicite que le jugement reconnaisse cette réalité.



Nous continuerons de porter la mémoire de Clément et de ses engagements qui sont les nôtres. Les nombreuses initiatives qui ont eu lieu durant le procès dans de nombreuses villes de France montrent que le meurtre de Clément n'est pas tombé dans l'oubli. Le syndicalisme porte des valeurs que nous continuerons de défendre dans les entreprises, dans les administrations, dans les universités et dans la rue.

Union
syndicale
Solidaires

LE BASTION SOCIAL, UN FASCISME DU XXIEME SIECLE

Le Bastion social, lancé en mai 2017 avec la réquisition illégale d'un bâtiment de la ville de Lyon, est fréquemment présenté comme une résurgence sous un autre nom du GUD (Groupe Union Défense) mis en sommeil quelques mois auparavant. 1

Mais il est en réalité bien plus que cela. Il s'agit de la face visible, officielle, d'une nouvelle tentative de rassembler tout ce qui, à l'extrême droite, ne se reconnaît pas dans le Front national, et qu'on baptise souvent « extrême droite radicale ». Comme l'explique l'historien Nicolas Lebourg 2, « Le GUD, fondé en 1969, sert ici de marque et de mythe. Depuis qu'il s'est autodissous en 1981, après une attaque de l'université de Nanterre où il s'était fait balayer, cela fonctionne ainsi : la marque est libre pour peu que les « anciens » vous en accordent le droit d'usage. Ici, dire "on est le GUD" signifie "on s'inscrit dans une tradition de violence" plus que cela ne renvoie à une organisation. »

Le « nationalisme révolutionnaire »

Idéologiquement, le Bastion social, comme ses prédécesseurs, se rattache au courant dit « nationaliste révolutionnaire », en opposition au mouvement national conservateur représenté en partie par le Front national. Le nationalisme révolutionnaire, dans sa forme moderne (NR), est né dans les années 1960 du constat que la stratégie de l'extrême droite traditionnelle, dévalorisée après la seconde guerre mondiale, et l'activisme de l'OAS à l'issue de la guerre d'Algérie avaient échoué.

Il peut être considéré comme un néofascisme, voire un fascisme tout court, à condition de ne pas le référer au fascisme étatique du régime mussolinien, mais au mouvement fasciste décentralisé des origines. Comme le dit Nicolas Lebourg 3, « Le nationalisme-révolutionnaire cherche à réinitialiser le fascisme, en faisant l'impasse sur le

«fascisme-État», qui ne l'intéresse pas, pour revenir au fascisme de 1919. Un fascisme social et subversif, avec une dimension antibourgeoise. Ses militants se veulent volontiers bouffe-curé et laïques. »

L'ouvrage fondateur de ce courant est l'opuscule publié en 1962 par le militant et théoricien de l'extrême droite Dominique Venner, Pour une critique positive 4, dans lequel celui-ci met en avant les trois éléments clés de la nouvelle orientation : le choix d'un nationalisme non plus français mais européen, la priorité accordée au métapolitique sur le politique ou l'activisme, la recherche, qui était aussi celle du fascisme à ses débuts, d'une « troisième voie » entre communisme et capitalisme. 5

Le Bastion social

Au « Français d'abord » des nationaux frontistes, les nationalistes révolutionnaires opposent le « les nôtres avant les autres » qui est devenu le slogan du Bastion social, « les nôtres » pouvant certes représenter les Français mais également les européens blancs ou les habitants d'une région. C'est ce qui explique la recherche de liens avec les autres mouvements d'extrême droite européens – Casapound en Italie est le plus connu (voir encart) –, mais aussi ce qui permet les contacts avec les différents suprémacistes blancs ou l'intégration, comme en Alsace par exemple, de régionalistes d'extrême droite. Le Manifeste du Bastion social place son action dans « un cadre communautaire élargi, celui du peuple français et européen » et « Le Bastion Social en appelle à la construction progressive d'une contre-société fidèle aux valeurs éternelles de l'Europe tout en étant pleinement connectée aux enjeux et problématiques contemporains ».

Le concept de « métapolitique », inspiré de l'œuvre du philosophe marxiste italien Antonio Gramsci, a été théorisé, à l'extrême droite, par la Nouvelle Droite et le GRECE (Groupement de

CasaPound

CasaPound Italia est une organisation néo-fasciste italienne, créée en 2003, et qui, sous la forme d'une association de promotion sociale (Associazione di promozione sociale), occupe des immeubles dans les villes pour y loger des familles italiennes. Elle mène également des activités culturelles (groupes musicaux, notamment de rock identitaire, galerie d'art, club de cinéma, ...), sportives (parachutisme, ...) ou récréatives (télévision sur Internet). Elle a obtenu 47 692 voix (0,14 %) aux élections législatives de 2013.

recherches et d'études pour la civilisation européenne) et repris par la plupart des nationalistes révolutionnaires. Il s'agit, dans la lutte pour le pouvoir, de rejeter la politique politicienne et de donner la prééminence à la diffusion dans la société d'une « vision du monde » en menant la « guerre culturelle ». L'objectif n'est donc pas de créer un parti de masse mais de modifier les mentalités en s'implantant en profondeur dans la société. On retrouve là la stratégie du Bastion social, dont le Manifeste proclame : « Rompant avec l'espérance vaine, toujours déçue, d'une solution immédiate et globale venant du « haut », incarnée par une femme ou un homme providentiel, nous nous inscrivons dans la durée, le travail local et quotidien, l'action concrète de proximité. Et il est notable que, lors de sa première université d'été, en juillet 2018 à Avallon, trois des huit ateliers de formation étaient consacrés à « esthétique comme moyen de diffusion », « le graphisme comme élément moteur d'une campagne » et « photo et vidéo ».

La recherche d'une « troisième voie », enfin, est manifeste dès le nom du Bastion qui se proclame « social » et la préoccupation affichée des nécessiteux, qui explique les maraudes pour les sans-abris français, les collectes de nourriture et les réquisitions de locaux, à l'image de Casapound dans les villes italiennes. Le Bastion social dit être « né à Lyon de la volonté d'offrir un foyer aux français délaissés par les pouvoirs publics » et son Manifeste précise : « Notre action

se fonde sur de véritables solidarités organiques s'exerçant avant tout dans un cadre communautaire élargi, celui du peuple français et européen, ces liens s'inscrivent dans une véritable logique de proximité et de réciprocité entre les membres qui les entretiennent. »

Des précédents

Historiquement, on se retrouve dans une configuration qui rappelle celle de la fin des années 1960, quand Dominique Venner théorisait la priorité du métapolitique et que les groupes extrémistes multipliaient les tentatives de regroupements, au prix d'autant de ruptures et d'affrontements lorsque la question de l'hégémonie se posait. Une première tentative d'unification voit en 1969 la création du mouvement Ordre nouveau, qui agglomère les anciens du mouvement Occident dissous en 1968, les membres du GUD créé l'année précédente par Alain Robert, des militants de l'ex-FEN (Fédération des étudiants nationalistes) ou du mouvement de Maurice Bardèche (le beau-frère de Brasillach) Défense de l'Occident. François Duprat, qui a donné son nom à la promotion 2018 de l'Université d'été du Bastion social, est l'un des maîtres d'œuvre de ce regroupement des nationalistes révolutionnaires, et la création en 1972 du Front national par Ordre nouveau aurait pu leur donner une assise partisane solide. Mais dès 1973, Jean-Marie Le Pen met la main sur l'appareil du parti, et exclut Duprat. La dissolution par le gouvernement d'Ordre nouveau en 1973 suite aux violents incidents survenus lors de son meeting contre l'immigration assure l'hégémonie de Le Pen et la division des dirigeants d'Ordre nouveau : Duprat rentre finalement au FN, Alain Robert fonde avec François Brigneau et Jack Marchal le Parti des Forces nouvelles. Le développement dans les années 1980 du Front national et ses succès électoraux mettent un terme provisoire à ces tentatives de regroupement des « radicaux », que Jean-Marie Le Pen absorbe dans l'appareil frontiste ou élimine politiquement, les réduisant à des groupuscules. Il faudra attendre un affaiblissement du lepénisme pour qu'une renaissance soit envisageable.

C'est ce qui se produit à la fin des années 1990 : la montée en puissance de Bruno Mégret

au sein du FN aboutit à la scission de décembre 1998 et au départ d'un nombre important de cadres du parti. La même année a vu une nouvelle tentative de rassemblement et de structuration des extrêmes droites radicales avec la création en juin d'Unité radicale. Celle-ci est née de l'alliance entre les Groupes Union Défense (GUD), Jeune Résistance et l'Union des Cercles Résistance (dont la Nouvelle Résistance de Christian Bouchet), rejointe par des dissidents de l'Œuvre française et du Parti nationaliste français et européen (PNFE). L'unité est parsemée de ruptures, liées notamment aux relations avec le Front national : en avril 2002 c'est le secrétaire général lui-même, Christian Bouchet, qui quitte l'organisation pour fonder le Réseau radical.

Le succès de Le Pen qui arrive au second tour de l'élection présidentielle sonne le glas de cette unité. Surtout, en juillet 2002, l'attentat manqué contre Jacques Chirac de Maxime Brunerie, proche des dirigeants d'Unité radicale, entraîne la dissolution par l'Etat de cette organisation et une nouvelle période de division et d'errance de ses militants, qui rejoignent le Réseau radical ou créent de nouveaux groupes : cercle Rébellion à Toulouse, Front de patriotes à Limoges, Bloc identitaire dans le sud-est, avec Fabrice Robert et Guillaume Luyt. Des cadres sécessionnistes créent la structure qui deviendra le Mouvement d'action sociale (MAS) en 2010 et se rapprochent de CasaPound.

Des bastions partout ?

Aujourd'hui, une situation comparable entraîne et accompagne la formation du Bastion social. L'affaiblissement du Front national après les bisbilles au sein du clan Le Pen et l'échec de Marine Le Pen à l'élection présidentielle ouvrent la voie à un regroupement des groupuscules qui se réclament peu ou prou du nationalisme révolutionnaire. Comme le dit Nicolas Lebourg encore, « Dans un contexte où le FN est en crise de confiance et le pouvoir ouvertement libéral, il y a l'idée qu'une radicalité de droite peut se tailler un espace si elle montre son efficacité. La naissance de divers locaux du Bastion social peut générer des perturbations mais ensuite contribuer à stabiliser les militants. » 2 Du fait de ces multiples ruptures et tentatives de

regroupements, les parcours des militants nationalistes révolutionnaires ont pu eux-mêmes être assez fluctuants, ce qui explique la facilité de créer des alliances plus ou moins durables entre mouvements différents, et aujourd'hui l'adhésion au Bastion social d'individualités diverses. La volonté d'unification des extrêmes droites radicales et l'ancrage dans le courant historique nationaliste révolutionnaire expliquent qu'on retrouve au Bastion social des militants aux parcours divers issus de groupes que tout semblerait autrement opposer. A Lyon le groupe formé autour de Steven Bissuel est constitué à l'origine essentiellement de militants du GUD, mais vite rejoint par des militants de l'Action française (AF). A Chambéry, c'est au contraire à partir du groupe néonazi Edelweiss-Savoie, constitué lui-même d'anciens des Jeunesses nationalistes dissoutes par l'Etat en 2013, que se forme le Bastion social 6. A Aix en Provence comme à Marseille, c'est une partie de l'Action française Provence qui, après une scission, a créé le Bastion social et inauguré de nouveaux locaux 7. A Strasbourg, on trouve des régionalistes alsaciens d'extrême droite associés aux nationalistes 8. A Clermont-Ferrand, ce sont des adeptes de national sataniste black metal (sic) autour du groupe Peste noire qui chante dans ses

Bastion social et Identitaires

Une convergence idéologique forte existe bien entendu autour de la notion d'identité entre le Bastion social, dont le slogan-phare est « autonomie, identité, justice sociale », et les différentes chapelles identitaires (Les Identitaires, mais aussi Terre et Peuple, etc.). Le Bloc identitaire a été fondé par des militants de l'ex-Unité radicale, comme le Bastion social. Mais les divergences ne sont pas moindres.

Le Bastion social récuse l'islamophobie au profit d'une approche purement ethnique, alors que pour Fabrice Robert et les Identitaires, l'islam est « un corps étranger » et l'islamisation la « ligne de front ». Le rapport au sionisme des deux mouvements est également différent. Au plan géopolitique, le Bastion est très critique, voire plus, vis-à-vis de la Russie, qu'il n'inclut pas dans son Europe, à la différence des affinités pro-russes des Identitaires. Enfin, la stratégie d'implantation locale du Bastion n'est pas celle des coups d'éclat (par exemple en Méditerranée ou dans les Alpes) des Identitaires.

textes la « suprémacie aryenne » (voir notes 10 et 11), accompagnés ici par quelques jeunes issus de l'Action française.

Enracinement et identité

La notion d'identité développée par ces nationalistes révolutionnaires repose sur des critères ethniques qui n'ont aucun fondement scientifique mais n'en sont pas moins définis. Une identité se réfère, pour leurs théoriciens, à un peuple et une civilisation. Il s'agit ici de l'identité d'un peuple « européen », donc de « race blanche », et d'une « civilisation européenne », qui serait née, contre toute approche historique, il y a 30 000 ans 9. Le détail de l'origine de ce « peuple européen » peut varier, allant d'un peuple « nordique », voire « circumpolaire », évoqué par le GRECE dans les années 1970, à un peuple d'Europe centrale, en passant par le peuple « indo-européen » de Jean Haudry, tous prenant soin d'éviter le terme « aryen » trop directement connoté « nazi » 10. Mais dans tous les cas les représentants historiques de cette civilisation seraient essentiellement les peuples germaniques et italo-celtiques (auxquels certains ajoutent les grecs anciens, difficiles à renier), qui auraient préservé jusqu'au moyen-âge l'essentiel de cette civilisation, avant qu'elle soit corrompue par le monde marchand et, surtout, l'universalisme des Lumières. Et bien sûr, au nom de la protection de cette prétendue « civilisation européenne », les différents groupuscules identitaires ont en commun le refus de tout métissage, vu comme un ethnocide, et donc de l'immigration. Le lien du Bastion social avec cette vision du monde se retrouve dans ses textes mais aussi dans les modalités de ses implantations et jusque dans les noms choisis localement.

Certains se « contentent » de se définir comme « rebelles » : à Lyon, ils ont appelé leur local Le Pavillon noir, en référence aux pirates, cependant qu'à Strasbourg ils ont choisi L'Arcadia, du nom du vaisseau spatial du héros de manga Alator ; le porte-parole du Bastion social explique que ce vaisseau « dans le dessin

animé, permettait à Alator de saborder le système. Comme lui, nous avons un esprit de pirates face au système. » Et les aventures d'Alator mêlent créatures de la mythologie nordique et méchants humanoïdes ...

A Chambéry, le groupe savoyard, qui organise des rassemblements pour fêter les solstices, a choisi de s'appeler Edelweiss, moins par référence à la fleur que pour la signification littérale du mot, de l'allemand edel, noble et weiss, blanc.

A Clermont-Ferrand, le local inauguré le 14 juillet 11 a été baptisé L'Oppidum, du nom donné par les historiens romains à un type d'habitat fortifié que l'on trouve principalement chez les Celtes. Et l'association prête-nom qui a loué le local s'appelle Arvernais, en référence au peuple gaulois des Arvernes. C'est d'ailleurs une photo d'une statue de Vercingétorix qui illustre l'appel à l'inauguration.

Rebelles et pirates, nobles blancs, héritiers des Celtes, c'est tout un imaginaire, toute une vision du monde qui se révèle ici, et qui met en avant violence, ethnicisme, antiégalitarisme : tout ce que nous dénonçons, et à quoi nous entendons nous opposer avec tou-te-s les démocrates et tou-te-s les antifascistes.



Notes :

- 1) Voir par exemple <https://www.franceculture.fr/emissions/le-choix-de-la-redaction/bastion-social-strategie-et-limites-du-nouveau-mouvement-de-lultra-droite>.
- 2) <https://www.humanite.fr/nicolas-lebourg-lultraviolence-est-une-strategie-de-mobilisation-652880>
- 3) Entretien dans CQFD n° 164 d'avril 2018 : « Le Bastion social marque le retour du nationalisme-révolutionnaire », mis en ligne le 25/06/2018 <http://cqfd-journal.org/Le-Bastion-social-marque-le-retour>
- 4) Pour une critique positive, paru sans nom d'auteur, a été rédigé à la prison de la Santé où Venner était enfermé pour sa participation à l'OAS. Venner s'est suicidé en 2013 de manière spectaculaire dans la cathédrale de Paris pour « rompre la léthargie qui nous accable ».
- 5) Pour une analyse plus détaillée, voir par exemple celle de Nicolas Lebourg <https://tempspresents.com/2013/06/07/nicolas-lebourg-definir-le-nationalisme-revolutionnaire-2/>
- 6) Pour Chambéry, voir <http://www.antifa74.fr/2017/12/18/1928/> , repris dans <http://lahorde.samizdat.net/2017/12/21/chambery-les-neonazis-edelweiss-savoie-rejoignent-le-bastion-social/>. Sur Edelweiss, voir aussi http://www.lepoint.fr/societe/edelweiss-ces-neonazis-qui-font-dans-le-social-16-06-2017-2135864_23.php, <http://tantquillefaudra.org/actu/article/quand-les-neonazis-savoyards> ou <http://www.antifa74.fr/2017/12/09/la-beaufitude-neonazie-par-edelweiss-savoie/>
- 7) Pour Aix, voir La Provence du 14 février 2018 : <https://www.laprovence.com/article/edition-aix-pays-daix/4837058/les-neofascistes-aixois-construisent-leur-bastide.html> Pour Marseille, article de Guillaume Origoni dans Slate du 14 mars 2018 : <http://www.slate.fr/story/158914/bastion-social-marseille-neofascisme> ou La Provence du 29 juin 2018 : www.laprovence.com/article/faits-divers-justice/5043073/marseille-des-chefs-du-bastion-social-en-prison-pour-une-doubleagression.html Sur AF en Provence : article de François Tonneau dans La Provence du 27 janvier 2016, avec une interview de l'historien Jean-Yves Camus qui constate « une nouvelle génération plus activiste et tapageuse ». Sur l'alliance AF – NR, voir l'interview de Nicolas Lebourg dans CQFD mentionnée note 3.
- 8) Pour Strasbourg, voir un article de Guillaume Krempf publié le 19/07/2018 dans [rue89strasbourg](http://www.rue89strasbourg.com/a-strasbourg-le-bastion-social-veut-attirer-les-regionalistes-139756) : <https://www.rue89strasbourg.com/a-strasbourg-le-bastion-social-veut-attirer-les-regionalistes-139756>
- 9) Voir par exemple Dominique Venner, Histoire et tradition des Européens : 30 000 ans d'identité, Editions du Rocher, Monaco et Paris, 2002, réédition 2004.
- 10) A noter toutefois que l'un des premiers titres du groupe Peste noire (démo de 2001) s'intitule Aryan supremacy, avec des paroles sans équivoque : « Tuez-les tous défendez notre fierté ne laissez pas cette racaille corrompre notre nation pas d'égalité battez-vous contre le judéo-christianisme ».
- 11) On peut aussi s'interroger sur le choix d'un 14 du mois pour cette inauguration. Il y a bien sûr la récupération du symbole du peuple prenant la Bastille, mais on ne peut négliger la symbolique propre au nombre 14. 14 est le nombre qui sert de code aux suprémacistes blancs en référence aux « 14 mots » du militant raciste américain David Lane « We must secure the existence of our people and a future for white children » (« Nous devons préserver l'existence de notre peuple et l'avenir des enfants blancs »). Lane, membre du groupe terroriste The Order, est mort en prison en 2007. D'autre part, Aryan Supremacy, la première démo du groupe Peste noire, a été produite en 2001 à seulement 14 copies numérotées à la main.

SYNDICAT ASSO: CONTRE LA CRIMINALISATION DES ONG ET DES SALARIÉ-ES PAR LE GOUVERNEMENT HONGROIS!

En Europe, en France ou en Hongrie, stop à la criminalisation des ONG et travailleur-ses associatif-ves solidaires des migrant-es

Depuis son arrivée au pouvoir en 2010, Viktor Orban alimente, au sein du peuple hongrois, la peur d'une invasion du pays par les migrant-es. Réélu en avril 2018, Viktor Orbán continue sans relâche sa chasse aux exilé.e.s en criminalisant désormais les ONG, travailleur-ses associatif-ves et individus qui leur viendraient en aide.

C'est ainsi que le Parlement hongrois a

adopté mercredi 20 juin 2018 - journée mondiale des réfugié.e.s - un ensemble de lois anti ONG. L'adoption de ces lois, surnommées "Stop Soros" est l'aboutissement d'une campagne ignoble et antisémite contre George Soros, milliardaire hongro- américain à l'origine de la Fondation Open Society, accusé par un gouvernement d'extrême-droite d'avoir un plan secret visant à accueillir un million de migrant.e.s par an en Europe.

Aboutissement d'une campagne antisémite, mais suite logique de la politique

nationaliste et haineuse de Viktor Orban. Déjà, en juin 2015, il avait fermé la frontière avec la Serbie et pris la décision de faire ériger un mur de barbelés haut de 4 mètres sur les 175 kilomètres de frontière serbo-hongroise. Avançant que le pays devait faire face à une immigration massive, le gouvernement hongrois avait également décidé en septembre 2015 de mettre en place l'état d'urgence.

En 2017, d'autres mesures encore : une loi sur les fonds étrangers qui oblige les ONG recevant plus de 24 000 euros de financements étrangers par an à s'enregistrer spécialement auprès des autorités, l'arrêt de la distribution des fonds européens pour les activités d'intégration des réfugié.e.s, l'interdiction pour les associations d'accéder aux camps de transit...

Etat d'exception, lois d'exception... le gouvernement hongrois ne cesse de prendre des mesures contre les exilé.e.s, les militant.e.s, travailleur.se.s associatif.ves et ONG leur venant en aide, allant jusqu'à bafouer les libertés fondamentales.

Par le biais de l'état d'urgence, l'Etat hongrois a décidé de fermer les "camps ouverts" dans lesquels étaient "accueilli.e.s" les demandeur.se.s d'asile pour la durée de la procédure. Aujourd'hui, une personne interpellée dans la rue est immédiatement expulsée en Serbie par les autorités hongroises, sans recours possible devant un juge et alors même qu'elle n'est peut-être jamais passée par ce pays. Depuis 2015, le gouvernement hongrois limite toujours plus les entrées légales sur son territoire. En janvier 2018, il a décidé que seules 10 personnes par semaine pourraient désormais entrer en Hongrie pour demander l'asile. Cet encadrement des arrivées en Hongrie s'accompagne de la mise en place d'un système d'exception où les demandeur.se.s d'asile sont placé.e.s en détention, pour toute la durée de la procédure, dans l'un des deux camps de transit installés près de la frontière serbe (Röske et Tompa), camps dans lesquels les conditions de vie sont régulièrement dénoncées (traitements dégradants, violences...).

Parallèlement à l'adoption de ces lois le 20 juin, le gouvernement hongrois a également fait modifier la Constitution afin d'y inscrire qu'aucune instance ne peut porter atteinte à la "composition de la population hongroise". Le

texte précise également que "La défense de la culture chrétienne" est, par ailleurs, imposée comme obligation à toutes les institutions de l'État. Par un communiqué, le gouvernement s'est félicité de ce changement: "Nous renforçons la souveraineté de la Hongrie. Avec cette modification constitutionnelle, nous interdisons l'établissement de populations étrangères en Hongrie".

Lorsqu'il choisit d'adopter une législation raciste et d'extrême-droite, l'État commence toujours par s'en prendre à ceux qui représentent la solidarité et la résistance. Pour le syndicat ASSO – Solidaires, cette législation a pour seul objectif d'intimider les militant.es, travailleur.se.s associatif.ves et ONG qui voudraient que les droits humains s'appliquent partout et à tou.te.s, et que les exilé.e.s puissent vivre décemment. Les textes adoptés le 20 juin par la Hongrie prévoient, dans des formulations très vagues, que celles et ceux qui porteraient assistance aux exilé-es - aide à la "migration illégale" - pourraient être condamné.e.s à une peine de prison allant jusqu'à un an. Ces lois viennent également taxer fortement les ONG qui "aident à l'immigration illégale", à hauteur de 25%, rendant très difficile l'exercice de leurs activités. Enfin, ces lois précisent également qu'une personne soupçonnée d'aider les demandeur.se.s d'asile pourra être interdite de s'approcher à moins de 8 kilomètres de la frontière extérieure Schengen. Bien que le droit à la liberté d'expression et la liberté d'association soient reconnus par la loi nationale hongroise, le syndicat ASSO – Solidaires s'inquiète des attaques violentes menées par le plus haut sommet de l'État contre la société civile hongroise. Faudra-t-il attendre l'emprisonnement de travailleur-ses associatif-ves, d'avocat-es, et la fermeture d'ONG pour que la communauté internationale se mobilise ? Le syndicat ASSO tient à exprimer sa solidarité avec les travailleur-ses associatif.ves et militant.e.s hongrois-es mobilisé.e.s auprès des exilé-es.

Nous exigeons le respect du droit des demandeur.se.s d'asile à une procédure équitable ainsi que le droit pour toute personne étrangère de demander une assistance juridique concernant son droit au séjour. Nous demandons la fin, en France comme en Hongrie, des lois racistes qui mettent en danger les exilé-es.

RENCONTRE INTERSYNDICALE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE LE SAMEDI 17 NOVEMBRE 2018

En France comme en Europe, l'extrême droite est de plus en plus menaçante et violente. Et même quand elle n'est pas directement au pouvoir, ses idées nauséabondes sont reprises par d'autres, gagnent du terrain et gangrènent la société.

Pour lutter ensemble contre ce fléau, VISA, association intersyndicale de vigilance et de lutte contre l'extrême droite, propose à toutes les organisations syndicales qui le souhaitent une journée de rencontre unitaire samedi 17 novembre de 9h30 à 18h au 80-82 rue de Montreuil à Paris 11ème.

L'idée est de relancer une dynamique syndicale unitaire, d'échanger les expériences et les pratiques, de travailler aux outils nécessaires, le tout afin de remettre la lutte contre l'extrême droite au cœur des préoccupations syndicales.

Les thèmes de débats :

- 1/ Comment réagir face aux violences de l'extrême droite (agressions de militant.es, de migrant.es, de grévistes, attaques contre des locaux syndicaux...) et à son imposture sociale ?
- 2/ Comment mener les luttes syndicales quand les fascistes sont au pouvoir ou quand leurs idées sont reprises ?
- 3/ Quels outils unitaires pour faire barrage à l'extrême droite et/ou aux unions des droites lors des prochaines élections ?
- 4/ Quelles campagnes mener sur les sujets « migrant.es/sans papiers » et « imposture sociale » ?

Des militant.es d'Allemagne, d'Italie et de

la Horde apporteront un éclairage sur l'actualité et les liens de l'extrême droite en Europe.

En complément et soutien de la campagne « Uni-es contre ED, ses idées ses pratiques » ré initiée le 31 mai dernier par l'intersyndicale CGT, FSU, Solidaires, cette invitation est lancée aux confédérations / unions syndicales et à leurs fédérations et syndicats, à toutes les structures membres de VISA, aux syndicats signataires de l'appel de VISA de décembre 2016, à tous les abonnés de notre lettre d'informations, à tous les syndicats qui ont organisé des formations VISA, à nos « ami.es » sur les réseaux sociaux, aux UD...

Faites le savoir dans vos organisations et dans vos intersyndicales !

Cette journée de rencontre intersyndicale a pour ambition de s'adresser aux militant.es déjà investi.es mais aussi à un public militant plus large. Les syndicalistes convaincu.es de la nécessité de dénoncer et de contrer les pseudos solutions, les mensonges et les violences de l'extrême droite, sont donc toutes et tous bienvenu.es.

Pour l'organisation, merci de nous informer de votre présence par mel à assovisabis@gmail.com.

En espérant vous voir nombreu.ses le 17 novembre,

Fraternellement,

VISA

MOTS CROISÉS ANTIFASCISTES:

Horizontal:

- 3- Grand fantasma
- 4- Sortira de terre
- 5- Drôle de manège

Vertical:

- 1- Un de moins
- 2- Brésilhaine

